

●● Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario 2023

- Le déficit de l'Ontario devrait s'élever à 5,6 milliards de dollars en 2023-2024. Cette prévision tient compte de la mise à jour des informations sur l'économie et les revenus, ainsi que l'augmentation des provisions pour atténuer les risques à court terme. À moyen terme, le gouvernement prévoit un déficit de 5,3 milliards de dollars en 2024-2025, suivi d'un excédent de 0,5 milliard de dollars en 2025-2026.
- Le PIB réel de l'Ontario devrait augmenter de 1,1 % en 2023, de 0,5 % en 2024, de 2,0 % en 2025 et de 2,8 % en 2026. Le PIB nominal de l'Ontario devrait augmenter de 3,6 % en 2023, de 2,9 % en 2024, de 4,2 % en 2025 et de 4,8 % en 2026, surtout en raison d'une croissance plus forte du PIB réel.
- En 2023-2024, on projette maintenant que le ratio de la dette nette au PIB de l'Ontario s'établira à 38,4 %, soit 0,6 point de pourcentage de plus que la prévision de 37,8 % dans le budget de 2023, surtout en raison de déficits plus élevés que prévu. Le ratio de la dette nette au PIB de l'Ontario devrait s'élever à 39,1 % en 2024-2025 et à 38,7 % en 2025-2026.
- L'Ontario a mobilisé 15,0 milliards de dollars dans le cadre de son programme d'emprunt à long terme de 34,7 milliards de dollars. Les besoins d'emprunt à long terme de l'Ontario pour 2023-2024 ont augmenté de 7,2 milliards de dollars par rapport aux prévisions du budget de 2023, principalement en raison de déficits plus élevés que prévu en 2022-2023 et en 2023-2024.

●● Programme d'emprunts

(en milliards de dollars)			Perspectives actuelles	Perspectives à moyen terme	
	Budget de 2023	Variation en cours d'exercice	2023-2024	2024-2025	2025-2026
Déficit/(Excédent)	1,3	4,3	5,6	5,3	(0,5)
Investissement dans les immobilisations	13,6	0,0	13,6	18,7	19,0
Redressements au calendrier des opérations hors trésorerie et en espèces	(9,2)	7,9	(1,3)	(11,2)	(12,0)
Prêts à Infrastructure Ontario	0,1	–	0,1	0,1	0,2
Autres prêts/investissements nets	0,1	(0,0)	0,1	(1,0)	(0,2)
Dette arrivant à échéance / Règlement de la dette	31,2	(0,0)	31,2	28,0	33,1
Total des besoins en matière de financement	37,0	12,2	49,2	39,9	39,5
Diminution/(Augmentation) des emprunts à court terme	–	–	–	(2,5)	(2,5)
Augmentation/(Diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	5,0	(5,0)	–	–	–
Emprunts anticipés en 2022-2023 pour 2023-2024	(14,5)	–	(14,5)	–	–
Total d'emprunts à long terme sur les marchés publics	27,5	7,2	34,7	37,4	37,0

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

- Si d'autres scénarios économiques se matérialisaient, les besoins d'emprunt de l'Ontario pour les trois prochaines années changeraient aussi. Selon le scénario de croissance accélérée, les emprunts à long terme diminueraient de 19,6 milliards de dollars au cours de la période de perspectives de trois ans, tandis que selon le scénario de croissance au ralenti, ils augmenteraient de 17,3 milliards de dollars au cours de la même période.

Liquidités

- L'Ontario cherche à établir un équilibre entre l'atténuation du coût des réserves de liquidités et le besoin d'avoir toujours suffisamment de liquidités pour régler ses factures, investir dans les immobilisations, refinancer la dette arrivant à échéance et payer l'intérêt.
- Au 31 octobre 2023, les niveaux de réserves de liquidités s'élevaient à 39,8 milliards de dollars.

Moyenne des niveaux de liquidités non affectées (en milliards de dollars)



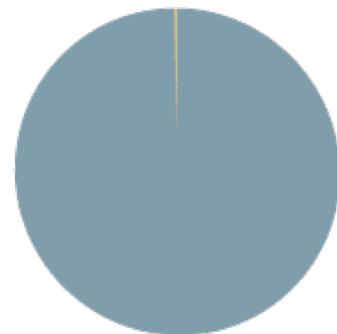
*Au 30 septembre 2023

Source : Office ontarien de financement.

Programme d'emprunts 2023-2024

Les emprunts effectués pour 2023-2024 totalisaient 15,0 milliards de dollars au 2 novembre 2023.

Obligation en dollars australiens
0,03G\$ (<1 %)



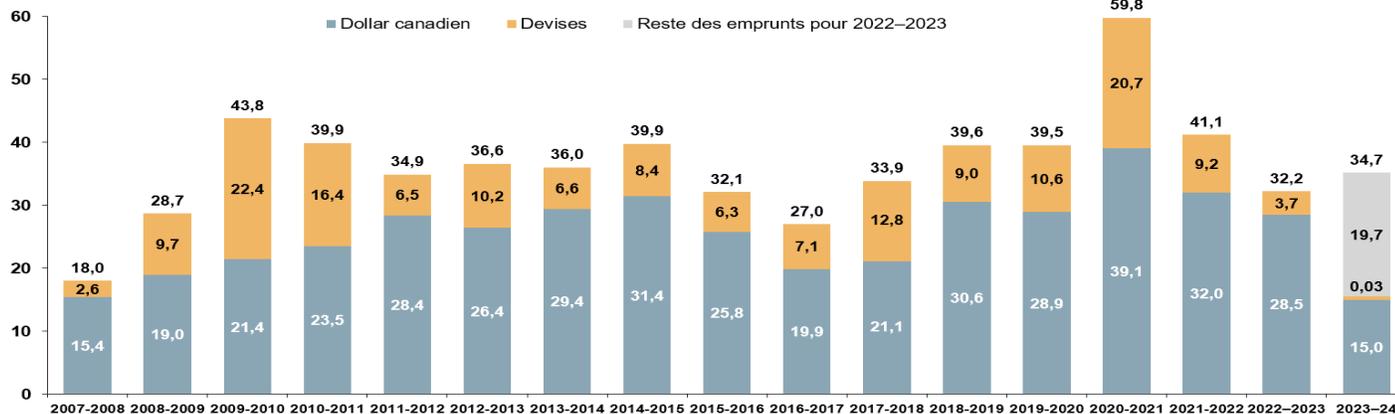
Obligations consortiales en dollars canadiens
15,0 G\$ (>99 %)

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

•• Emprunts à long terme

- La presque totalité des emprunts réalisés jusqu'à présent pour l'exercice 2023-2024 a été contracté en dollars canadiens, principalement par l'entremise de l'émission de 19 actions consortiales. Néanmoins, l'Ontario prévoit d'accéder à ses principaux marchés de devises pour financer une part importante de l'augmentation de son programme d'emprunt à long terme pour 2023-2024 par rapport aux prévisions du budget de 2023.
- Le succès qu'a connu l'Ontario à prolonger l'échéance de sa dette depuis la crise financière mondiale lui donne une marge de manœuvre pour gérer son important programme d'emprunt et le portefeuille de sa dette. Le prolongement de l'échéance de la dette ces dernières années a eu pour conséquence de réduire ses effets sur l'intérêt sur la dette à court et à moyen terme. Depuis 2010-2011, l'Ontario a émis des obligations d'une valeur de 129,8 milliards de dollars, soit bien au-delà du quart de la dette totale, assorties d'échéances de 30 ans ou plus. Ce montant comprend 5,6 milliards de dollars en 2022-2023. L'Ontario surveillera les marchés et modifiera au besoin sa stratégie entourant l'échéance de la dette en fonction de l'évolution des taux d'intérêt et de la courbe des taux.

Total des besoins d'emprunts à long terme
(en milliards de dollars)



	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-24
Devises	14 %	34 %	51 %	41 %	19 %	28 %	18 %	21 %	19 %	26 %	38 %	23 %	27 %	35 %	22 %	12 %	<1 %
Dollar canadien	86 %	66 %	49 %	59 %	81 %	72 %	82 %	79 %	81 %	74 %	62 %	77 %	73 %	65 %	78 %	88 %	>99 %
Moyenne pondérée de l'échéance	12,1	8,6	8,1	12,8	13,0	12,4	13,6	14,1	14,2	13,9	12,1	12,9	14,5	12,0	14,5	15,0	17,2

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis. Au 2 novembre 2023.

•• Émissions en dollars canadiens

- L'Ontario a représenté 67,7 % des opérations sur obligations provinciales du Canada en 2022. Au 31 décembre 2022, il représentait 14,0 % de l'indice obligataire universel FTSE, 13,6 % de l'indice des obligations à moyen terme FTSE et 22,2 % de l'indice des obligations à long terme FTSE.
- On émet régulièrement des obligations de cinq, sept, dix et trente ans, qui sont rouvertes pour atteindre une taille cible (19 émissions d'obligations consortiales en 2023-2024).

Obligations de référence en dollars canadiens (au 1er novembre 2023)

Durée	Ontario		Canada	
	Durée	Montant	Durée	Montant
5 ans (ancienne)	3,60 % 8 mars 2028	5,50 G\$	3,50 % 1 ^{er} mars 2028	15,00 G\$
5 ans (nouvelle)	3,40 % 8 septembre 2028	2,00 G\$	3,75 % 1 ^{er} septembre 2028	20,00 G\$
7 ans	2,70 % 2 juin 2029	9,33 G\$	2,25 % 1 ^{er} juin 2029	12,30 G\$
10 ans (ancienne)	3,75 % 2 juin 2032	9,65 G\$	2,25 % 1 ^{er} décembre 2032	21,00 G\$
10 ans (nouvelle)	3,65 % 2 juin 2033	7,75 G\$	2,75 % 1 ^{er} juin 2033	19,00 G\$
Longue (ancienne)	3,75 % 2 décembre 2053	12,40 G\$	2,00 % 1 ^{er} décembre 2051	51,80 G\$
Longue (nouvelle)	4,15 % 2 décembre 2054	3,15 G\$	2,00 % 1 ^{er} décembre 2053	32,00 G\$

•• Émissions en devises étrangères

- Les emprunts en devises contribuent à réduire les coûts globaux d'emprunt de l'Ontario en poursuivant la diversification du bassin d'investisseurs de la province. Selon les conditions du marché, la province contracte des emprunts en dollars américains, en euros, en yen japonais, en livres sterling, en francs suisses et en dollars australiens.

Émissions en euro-billets à moyen terme

Durée	Date d'émission et coupon	Montant (euro/livre sterling)
4 ans	2,25 % 17 mai 2022	0,50 G€
10 ans	0,25 % 1 ^{er} juin 2021	1,00 G€
5 ans	0,25 % 6 janvier 2021	1,75 G€
10 ans	0,01 % 17 novembre 2020	2,50 G€

Émissions en dollars américains

Durée	Date d'émission et coupon	Montant (dollars américains)
5 ans	3,10 % 12 mai 2022	2,25 G\$
10 ans	2,13 % 13 janvier 2022	1,50 G\$
10 ans	1,80 % 6 octobre 2021	1,00 G\$
5 ans	1,05 % 7 avril 2021	3,00 G\$

●● Obligations vertes

- L'Ontario est toujours le plus important émetteur d'obligations vertes en dollars canadiens, avec des émissions totalisant 15,0 milliards de dollars, dont 13,0 milliards de dollars actuellement en circulation. Au total, 28 projets ont reçu, ou recevront, des fonds provenant des 13 émissions d'obligations vertes de l'Ontario. Ces fonds sont affectés à des projets axés sur les transports propres, l'efficacité et la conservation énergétiques, ainsi que l'adaptation au climat et la résilience.
- Le 28 février 2023, la province a procédé à sa deuxième émission d'obligations vertes de l'exercice 2022-2023, ce qui constitue la treizième émission en tout. Cette émission avait une valeur de 1,5 milliard de dollars, suivie d'une émission de 1,0 milliard de dollars en octobre 2022.
- L'Ontario a l'intention de continuer à jouer un rôle de chef de file sur le marché des obligations vertes en dollars canadiens. Sous réserve des conditions du marché, il émettra de multiples obligations vertes chaque exercice, y compris en 2023-2024.

Caractéristiques :

- Reposent sur la bonne réputation en matière de crédit de la province de l'Ontario
- Sont de même rang que les autres obligations de l'Ontario et payables sans préférence ni priorité
- Sont des obligations directes non garanties de la province de l'Ontario; les investisseurs n'assument aucun risque lié aux projets financés
- Constituent un outil important pour financer les initiatives de transport en commun, l'infrastructure résistant aux phénomènes météorologiques extrêmes, ainsi que les projets d'efficacité énergétique et de conservation de l'énergie de l'Ontario

Assurances :

- Le Cadre des obligations vertes de l'Ontario a été élaboré en consultation avec le Center for International Climate and Environmental Research - Oslo (CICERO)
- Le programme des obligations vertes de l'Ontario respecte les Principes applicables aux obligations vertes énoncés par l'International Capital Market Association
- La vérificatrice générale de l'Ontario procède à un audit d'attestation de la qualité afin de vérifier les montants alloués aux projets sélectionnés et de suivre l'évolution du produit dérivé des obligations vertes

●● Perspectives financières

- Le déficit de l'Ontario devrait s'élever à 5,6 milliards de dollars en 2023-2024. Cette prévision tient compte de la mise à jour des informations sur l'économie et les revenus, ainsi que l'augmentation des provisions pour atténuer les risques à court terme. À moyen terme, le gouvernement prévoit un déficit de 5,3 milliards de dollars en 2024-2025, suivi d'un excédent de 0,5 milliard de dollars en 2025-2026.
- Au total, les revenus devraient passer de 201,8 milliards de dollars en 2023-2024 à 220,0 milliards de dollars en 2025-2026, tandis que les charges totales des programmes devraient passer de 193 milliards de dollars à 202,3 milliards de dollars au cours de la même période.
- L'Ontario fait preuve de prudence en établissant une réserve visant à prémunir les perspectives financières contre les variations défavorables imprévues relatives aux revenus et aux charges de la province, notamment celles découlant des variations de son rendement économique. La réserve a été établie à 1,0 milliard de dollars en 2023-2024, à 1,5 milliard de dollars en 2024-2025 et à 2,0 milliards de dollars en 2025-2026.

Plan financier (en milliards de dollars)	Chiffres réels									Perspectives actuelles	Perspectives à moyen terme	
	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026
Revenus	126,2	136,1	140,7	150,7	153,8	156,2	165,0	185,1	192,9	201,8	206,7	220,0
Charges												
Programmes	126,2	129,9	131,4	142,5	148,7	152,3	169,0	170,5	186,4	193,0	196,2	202,3
Intérêt sur la dette	11,2	11,6	11,7	11,9	12,4	12,5	12,3	12,6	12,4	13,4	14,3	15,2
Total des charges	137,4	141,5	143,2	154,3	161,1	164,8	181,3	183,1	198,8	206,4	210,5	217,5
Réserve	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,0	1,5	2,0
Excédent/(Déficit)	(11,3)	(5,3)	(2,4)	(3,7)	(7,3)	(8,6)	(16,3)	2,0	(5,9)	(5,6)	(5,3)	0,5

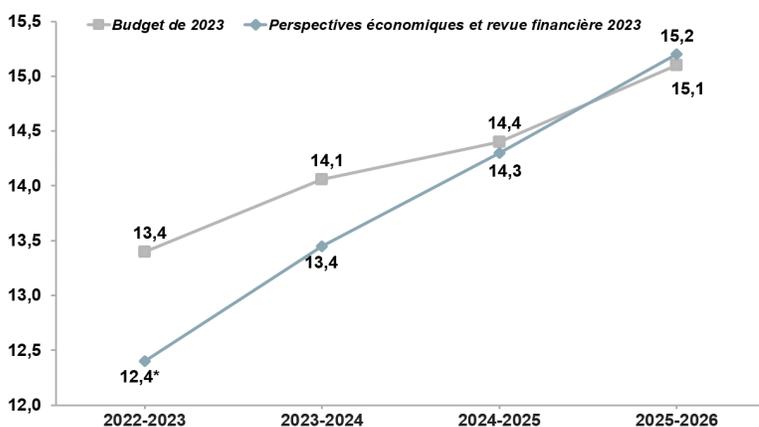
Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis. Les perspectives provisoires et à moyen terme représentent en majeure partie les renseignements disponibles au 29 septembre 2023.
Sources : Secrétariat du Conseil du Trésor de l'Ontario et ministère des Finances de l'Ontario.

Charges liées à l'intérêt sur la dette

- On s'attend à ce que l'Ontario paie 13,4 milliards de dollars en frais d'intérêt en 2023-2024, 14,3 milliards de dollars en 2024-2025 et 15,2 milliards de dollars en 2025-2026, alors que les prévisions du budget de 2023 étaient respectivement de 14,1 milliards de dollars, 14,4 milliards de dollars et 15,1 milliards de dollars.
- Sur cette période, les frais cumulatifs d'intérêt sur la dette sont inférieurs de 0,7 milliard à ce qui avait été prévu dans le budget de 2023. Cette situation est principalement attribuable à des coûts d'emprunt plus faibles en 2022-2023, comme l'indiquent les *Comptes publics de l'Ontario 2022-2023*, annulés partiellement par des emprunts à long terme plus importants pour ces années.

Les charges liées à l'intérêt sur la dette sont inférieures aux prévisions du budget de 2023

En milliards de dollars



*Comptes publics de l'Ontario 2022-2023
Source : ministère des Finances de l'Ontario.

Emprunts à court terme

- Les bons du Trésor de l'Ontario et les billets de trésorerie américains sont très bien accueillis sur les marchés monétaires et sont une source d'emprunts supplémentaire à laquelle on peut avoir recours au besoin.
- Au 31 octobre 2023, la capacité d'emprunt à court terme était la suivante : 61,0 milliards de dollars autorisés, 25,1 milliards de dollars en cours, 35,9 milliards de dollars disponibles.

Gestion des risques

	Exposition ¹	Limite prévue dans la politique
Risques de change	0,15 %	3,0 %
Changements nets de taux d'intérêt	6,5 %	35,0 %

¹ De l'encours de la dette, au 29 septembre 2023

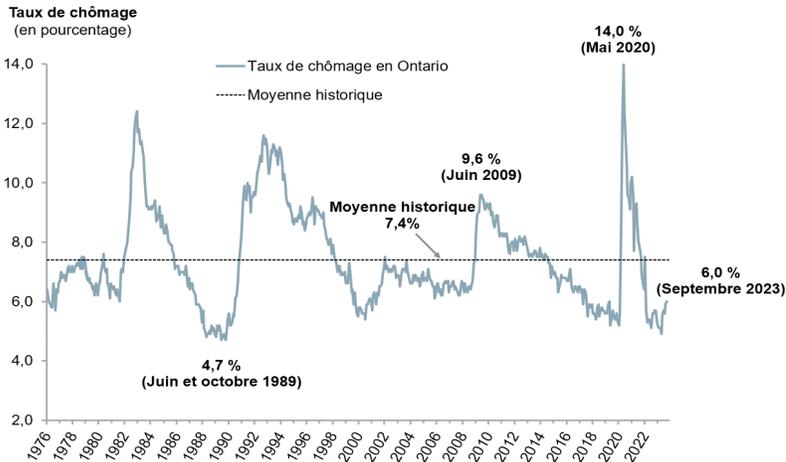
Cotes actuelles (long terme/court terme)

Moody's	Aa3 (P) / P-1
Fitch	AA- / F1+
DBRS	AA (bas) (P) / R-1(moyen)
S&P	A+ (P) / A-1

●● Mise à jour économique

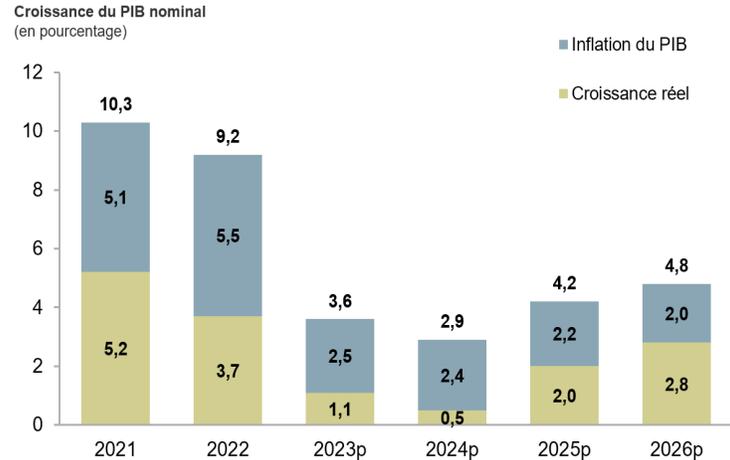
- L'économie de l'Ontario continue d'être confrontée à des incertitudes économiques et géopolitiques accrues aux répercussions des augmentations de taux d'intérêt et au ralentissement de l'économie mondiale.
- Au cours des neuf premiers mois de l'année, le nombre d'emplois en Ontario a augmenté de plus de 170 000. Le taux de chômage était de 6,0 % en septembre 2023, ce qui est bien inférieur au taux historique moyen à long terme.
- Le PIB réel de l'Ontario devrait augmenter de 1,1 % en 2023, de 0,5 % en 2024, de 2,0 % en 2025 et de 2,8 % en 2026. Le PIB nominal de l'Ontario devrait augmenter de 3,6 % en 2023, de 2,9 % en 2024, de 4,2 % en 2025 et de 4,8 % en 2026, surtout en raison d'une croissance plus forte du PIB réel. Aux fins d'une planification budgétaire prudente, ces projections sont légèrement inférieures à la moyenne des prévisions du secteur privé.
- L'incertitude concernant l'évolution future de l'inflation et les développements géopolitiques sont les principaux risques touchant les perspectives économiques.

Le taux de chômage reste bas en Ontario



Source : Statistique Canada.

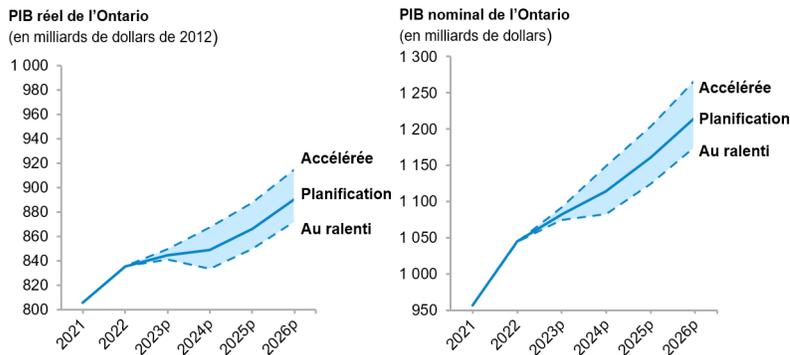
Normalisation prévue de la croissance du PIB de l'Ontario



p = projection de planification du ministère des Finances fondée sur des sources externes au 29 septembre 2023.

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

Scénarios des perspectives à moyen terme de l'Ontario

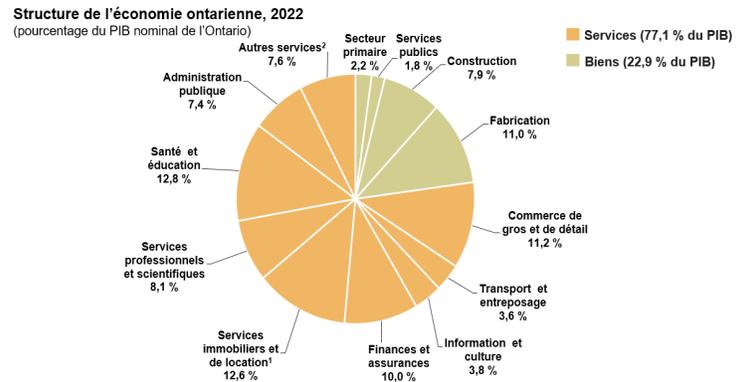


Scénarios de croissance du PIB réel de l'Ontario (en pourcentage)	Scénarios de croissance du PIB nominal de l'Ontario (en pourcentage)			
	2023p	2024p	2025p	2026p
Scénario de croissance accélérée	1,7	2,1	2,3	3,1
Projection de planification	1,1	0,5	2,0	2,8
Scénario de croissance au ralenti	0,7	(0,9)	1,9	2,7

p = projection de planification du ministère des Finances fondée sur des sources externes au 29 septembre 2023 et autres scénarios.

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

Économie diversifiée de l'Ontario



¹ Comprend l'estimation du revenu de location fictif lié au logement occupé par le propriétaire.
² Les autres services englobent : gestion de sociétés et d'entreprises; services de soutien administratif, de gestion des déchets et d'assainissement; arts, spectacles et loisirs; hébergement et services de restauration.

Source : Statistique Canada.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

This presentation is also available in English

L'Office ontarien de financement est un organisme de la province de l'Ontario chargé des activités provinciales d'emprunt et de gestion de la dette.

Pour nous joindre

Relations avec les investisseurs
 Office ontarien de financement
 1, rue Dundas Ouest, bureau 1400
 Toronto (Ontario) M7A 1Y7
 Canada

www.ofina.on.ca
 investor@ofina.on.ca

Visitez www.ofina.on.ca et inscrivez-vous au service des abonnements courriel pour recevoir les dernières mises à jour de la province de l'Ontario :

- Titres d'emprunt
- Programme d'emprunt
- Bulletin de l'OOOF
- Présentations RI
- Coin du directeur général
- Autres activités

Fiche de renseignements à l'intention des investisseurs préparée par l'Office ontarien de financement. Ces données sont présentées à titre d'information uniquement et ne constituent ni une offre de vente ni un démarchage de valeurs mobilières. Elles n'ont été approuvées par aucun organisme de réglementation des valeurs mobilières et la décision d'acheter des valeurs ne doit pas être prise uniquement en fonction de ces données. Il peut y avoir des erreurs ou des omissions attribuables à la conversion électronique, au téléchargement ou à des modifications non autorisées. Certaines déclarations de la fiche peuvent être des déclarations prospectives (forward-looking statements) au sens de la loi américaine Private Securities Litigation Reform Act of 1995. Les déclarations prospectives comportent des incertitudes, des risques et d'autres facteurs qui pourraient faire que le rendement de l'économie de l'Ontario diffère grandement des prévisions et des perspectives économiques énoncées expressément ou implicitement dans ces déclarations. La province de l'Ontario ne s'engage nullement à mettre à jour ces déclarations prospectives en fonction de nouveaux renseignements obtenus, d'événements futurs ou autres, sauf pour se conformer aux exigences des lois et règlements pertinents. Même si, au moment de les rendre publiques, ces données étaient jugées fiables, RIEN NE GARANTIT QUE LE PRÉSENT DOCUMENT OU LES RENSEIGNEMENTS QU'IL CONTIENT SONT EXACTS OU COMPLETS.